

DÉLIBÉRATION N° 4.02
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 20 SEPTEMBRE 2022
À LA SALLE DES FÊTES D'ANCÔNE (26200)
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME VALÉRIE ARNAVON

L'an deux mille vingt-deux, le 28 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni à la salle des fêtes d'Ancône (26200), sous la présidence de Madame Valérie ARNAVON.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Hervé ANDEOL, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Allain DORLHIAC, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY (à partir de la délibération n° 1.01), M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 4.00), M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), M. Julien CORNILLET (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), M. Norbert GRAVES (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Corinne HERAUDEAU (pouvoir à M. Yannick ALBRAND), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir à M. Jacques ROCCI), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Eric PHELIPPEAU (pouvoir à M. Yves LEVEQUE), Mme Marie-Pierre PIALLAT (pouvoir à Mme Christel FALCONE jusqu'à la délibération n° 3.00), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN).

EXCUSÉS : M. Karim BENSID-AHMED, Mme Françoise CAPMAL, M. Julien DECORTE, Mme Maryline ROISSAC.

ABSENTS : Mme Josiane DUMAS, Mme Danièle JALAT, M. Laurent LANFRAY (pour la délibération n° 1.00).

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

**4.02 _ CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE
SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES AU TITRE DE
LA POLITIQUE DE LA VILLE - GRAND DELTA HABITAT - AVENANT N°2**

M. Fermin CARRERA, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

La qualité de vie urbaine est un objectif fort du Contrat de Ville, document qui formalise les engagements des signataires (État, Montélimar-Agglomération, Ville de Montélimar, services et opérateurs publics, acteurs du logement et acteurs économiques, représentants de la société civile) au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (centre ancien, quartiers ouest et Nocaze, sur la commune de Montélimar).

L'atteinte de cet objectif nécessite la mobilisation de moyens complémentaires par les bailleurs publics sociaux pour maintenir et améliorer le niveau de service en termes d'entretien et de gestion de proximité de leurs logements sociaux.

Un abattement de 30 % sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) permet à ces organismes de traiter les besoins spécifiques des quartiers « Politique de la Ville ».

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à améliorer le niveau de qualité de service dans ces quartiers, en y renforçant leurs interventions au moyen, notamment, d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie et à la participation des locataires.

S'articulant avec les autres politiques et dispositifs (projet urbain, développement social, sécurité...), ces actions s'inscrivent dans le pilier cadre de vie du Contrat de Ville.

En application de l'article 1388 bis du Code général des impôts, des conventions comportant un programme d'actions triennal ont été établies et signées entre l'État, Montélimar-Agglomération, la Ville de Montélimar et les bailleurs sociaux Montélimar-Agglomération Habitat et Drôme Aménagement Habitat pour la période 2016-2018. Elles ont ensuite été prorogées jusqu'en 2020 par délibération n° 7.5 du 17 décembre 2018.

S'y est ajoutée une nouvelle convention avec le bailleur social Grand Delta Habitat signée pour l'année 2020 avec Montélimar-Agglomération, la Ville de Montélimar et l'État et approuvée par délibération n° 6.2 du 1^{er} juillet 2019.

La loi de finances pour 2019 ayant offert la possibilité de proroger jusqu'à fin 2022 la durée des Contrats de Ville et la période d'application de l'abattement de 30 % sur la TFPB selon les conditions de mise en œuvre identique, le Contrat de Ville de Montélimar-Agglomération 2015-2020 a été prorogé jusqu'en 2022 par l'approbation d'un protocole d'engagements réciproques et renforcés par délibération n° 6.00 du Conseil municipal du 7 octobre 2019 et par délibération n° 4.1 du Conseil communautaire du 18 novembre 2019, étant précisé que la convention évoquée précédemment a également été avenantée en conséquence par délibération n° 2.5/2020 du Conseil communautaire du 23 septembre 2020.

La loi de Finances pour 2022 a acté la prolongation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours et les régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion profonde sur les contours et le contenu de ceux-ci. Par cohérence, les régimes fiscaux zonés qui leur sont attachés ont également été prorogés d'une année, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont les organismes HLM bénéficient au titre de leur parc ancien.

Ainsi, et compte tenu de l'intérêt évident de cette mesure pour l'entretien et la gestion des quartiers de logements sociaux concernés, il est proposé de conclure l'avenant n°2 à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au profit de Grand Delta, en tant qu'il prolonge d'une année supplémentaire le dispositif d'abattement de 30 % de la TFPB.

Le conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9 ;
Vu le Comité interministériel des Villes du 19 février 2013 portant inscription de l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Contrats de Ville ;
Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 modifiée de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
Vu la loi de Finances pour 2015 confirmant le rattachement de l'abattement de la TFPB au Contrat de Ville ;
Vu la loi de Finances pour 2019 et son article 181 prorogeant les Contrats de Ville jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Vu la loi de Finances pour 2022 et notamment son art.68 prorogeant d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2023, des exonérations fiscales applicables dans les zones de développement prioritaire ;

Vu la délibération n° 6.00 du Conseil Municipal en date du 7 octobre 2019 portant prorogation du Contrat de Ville 2015-2020 jusqu'en 2022 et approbation de l'Avenant au Contrat de Ville « Protocole d'engagements renforcés et réciproques de Montélimar-Agglomération » ;

Vu la délibération n° 4.1 du Conseil Communautaire de Montélimar-Agglomération en date du 18 novembre 2019 portant prorogation du Contrat de Ville de Montélimar-Agglomération 2015-2020 jusqu'en 2022 et approbation de l'Avenant au Contrat de Ville « Protocole d'engagements renforcés et réciproques de Montélimar-Agglomération » ;

Vu la délibération n°6.2 du Conseil Communautaire de Montélimar-Agglo en date du 1^{er} juillet 2019 portant approbation de la convention avec le bailleur social Grand Delta Habitat pour l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties situées en quartiers prioritaires ;

Vu la délibération n°2.07 du conseil municipal en date du 24 juin 2019 portant approbation de la convention avec le bailleur social Grand Delta Habitat pour l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties situées en quartiers prioritaires,

Vu la délibération n°2.02 du Conseil municipal du 12 septembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre portant prorogation de la durée d'application de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties – Grand Delta Habitat,

Vu la délibération n°2.5/2020 du Conseil communautaire en date du 23 septembre 2020 relative aux avenants portant prorogation des conventions avec les bailleurs sociaux pour l'abattement de taxe foncière sur leurs propriétés bâties situées en quartiers prioritaires ;

Vu la délibération n° 4.00 du Conseil municipal en date du 19 septembre 2022 portant prorogation du Contrat de Ville « Protocole d'engagements réciproques et renforcés au Contrat de Ville » ;

Vu la délibération n° 4.00 du Conseil communautaire du 28 septembre 2022 portant prorogation du Contrat de Ville « Protocole d'engagements réciproques et renforcés au Contrat de Ville »

Vu la délibération n° 4.01 du Conseil municipal du 19 septembre 2022 portant approbation de l'avenant n°3 de la convention cadre portant prorogation de la durée d'application de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties – Grand Delta Habitat.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de l'avenant n° 2 à la convention cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties avec le bailleur social Grand Delta Habitat, en ce qu'ils prolongent la durée du dispositif jusqu'au 31 décembre 2023,

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant n° 2 à la convention cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties ainsi que tout document afférent,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'état dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 29 septembre 2022

Julien CORNILLET
Président

Aurore DESRAYAUD
Secrétaire de séance

